

Abstract - Groupe n°3

Assurer le retour des médicaments non utilisés : un rôle communautaire pour les pharmacies ?

Anne Beyeler, Gabin Horisberger, Adélaïde Le Bloc'h, Olivier Roessinger, Alban Sadiku

Introduction

Une proportion des médicaments achetés n'est pas consommée, celle-ci constituant les médicaments non utilisés (ci-après : MNU). Les médicaments périmés ou non périmés dont le détenteur veut se débarrasser⁽¹⁾ sont considérés comme des déchets spéciaux. Or, le détenteur de ces déchets spéciaux n'est autorisé à les remettre qu'à un centre habilité à les réceptionner, à savoir ; les entreprises d'élimination autorisées (ex : déchèterie, CRIDEC), les postes de collecte désignés par les autorités et les points de vente (ex : pharmacie)⁽²⁾. Jeter ses MNU avec les ordures ménagères, dans l'évier ou les toilettes est ainsi contraire à la loi. Il est important de préciser que les pharmacies n'ont cependant pas l'obligation d'accepter le retour des MNU et que les coûts d'élimination sont à leur charge⁽³⁾. Dans le canton de Vaud, 52 tonnes de médicaments ont été éliminées par CRIDEC en 2015, 70% en provenance de la collecte en pharmacies et 30% des postes de collecte publique. On peut cependant supposer que de nombreux médicaments ne passent pas par cette voie de traitement spécialisée ou sont accumulés à domicile. Un retour contrôlé et généralisé des MNU aux pharmacies en vue de leur élimination adéquate ou d'une éventuelle réutilisation pourrait permettre de réduire leur impact environnemental, les mésusages et d'en limiter le gaspillage⁽⁴⁾. Mais pour y arriver, une information précise et correcte de la population est indispensable⁽⁴⁾. L'objectif de cette recherche était donc d'explorer les connaissances et les motivations de la population, des pharmaciens et des médecins du canton de Vaud concernant le retour des MNU aux pharmacies, s'il s'agissait à leurs yeux d'un rôle communautaire devant être assumé par les pharmacies et quels étaient les moyens mis en œuvre ou souhaités afin d'encourager ce retour.

Méthode

Par des entretiens semi-structurés, nous avons interrogé sept personnes de la population, cinq pharmaciens (de trois pharmacies indépendantes, d'une pharmacie de chaîne, de la pharmacie de la PMU) et quatre médecins (deux médecins de premier recours, deux médecins spécialistes). Nous avons ensuite analysé les réponses obtenues à ces seize entretiens par thèmes. Dans le but d'avoir une meilleure compréhension de notre problématique et des structures existantes, nous avons interrogé, par des entretiens libres, huit intervenants externes (un représentant de la Direction générale de l'environnement (DGE), de la Coopérative romande de sensibilisation à la gestion des déchets (COSEDEC), de la Société Vaudoise de Pharmacie, la pharmacienne cantonale, un des fondateurs des Pharmacies du cœur à Genève, une experte en écotoxicologie, un responsable d'une chaîne de pharmacies et un médecin de premier recours exerçant hors du canton de Vaud). Nous sommes également passés dans cinq déchèteries afin de constater si elles reprenaient les MNU.

Résultats

Connaissances : la moitié de notre échantillon de population sait qu'il est possible de retourner les MNU aux pharmacies. Il retourne effectivement ses MNU ou les jette aux ordures ménagères. Les pharmaciens interrogés estiment que la population est bien informée au vu de la quantité de MNU qui leur est rapportée. Ils pensent que le sac poubelle taxé a modifié les pratiques de retour. Ils éliminent ces MNU via leur grossiste, CRIDEC ou la déchèterie. La chaîne de pharmacies possède des directives internes strictes assurant une élimination adéquate. Une des pharmacies jette certains MNU liquides dans l'évier. Les médecins pensent que la population n'est pas assez informée compte tenu des questions qui leur sont posées par leurs patients. Ils leur conseillent de les retourner aux pharmacies ou de les apporter à la déchèterie. Un des médecins jetait ses MNU aux toilettes.

Motivations : la population qui ramène ses MNU le fait pour limiter l'accès aux enfants et l'impact environnemental. Une possible réutilisation des MNU motiverait la population à les ramener plus tôt. Les pharmaciens et les médecins interrogés pensent quant à eux que le retour des MNU permet de limiter les mésusages et d'assurer une élimination adéquate.

Rôle communautaire des pharmacies : la majorité des personnes interrogées estime que les pharmaciens jouent ou devraient jouer un rôle communautaire dans la récupération des MNU, en tant que professionnels du médicament et parce qu'ils les vendent en premier lieu, mais estime que les coûts d'élimination ne devraient pas être à leur charge. Une des pharmacies refuse le retour des MNU depuis peu.

Promotion du retour des MNU aux pharmacies - ce qui existe actuellement : la population se dit peu informée. Les pharmaciens conseillent leurs clients surtout selon la toxicité du médicament. La chaîne de pharmacies se démarque par des affiches dans ses officines. Les médecins ne font la promotion du retour que lorsque le patient aborde ce sujet ou rapporte spontanément des médicaments. Un des médecins fait exception en promouvant activement le retour des MNU, en les récupérant lui-même et en proposant à ses patients d'effectuer un tri.

Promotion du retour des MNU aux pharmacies - améliorations souhaitées : la population souhaiterait obtenir plus d'informations lors de la prescription ou de la vente. Des campagnes publicitaires, des flyers, des tous-ménages et/ou un logo visible sur l'emballage seraient, selon elle, d'autres moyens d'information. Les médecins ont les mêmes souhaits que la population et pensent qu'ils pourraient également faire passer le message. Les pharmaciens souhaiteraient que les coûts et le volume d'élimination soient mieux répartis et une aide au tri. L'instauration d'une taxe est abordée par les pharmaciens et les médecins mais ne plaît pas à tous. Les pharmaciens sont pour l'installation de boîtes de collecte de MNU dans les déchèteries, ce qui réduirait le volume de MNU à leur charge.

La vente de médicaments à l'unité, l'adaptation des tailles d'emballages et une meilleure collaboration médecins-pharmaciens dans le but d'augmenter l'adhérence au traitement sont aussi fréquemment mentionnées par les personnes interrogées pour limiter le gaspillage des médicaments de manière plus générale.

Discussion

La population est partiellement informée concernant le retour des MNU aux pharmacies. Elle souhaite toutefois l'être plus. Même si le retour est connu, l'élimination n'est pas toujours adéquate, y compris chez les professionnels. Le retour des MNU est globalement perçu comme un rôle communautaire devant être assuré par les pharmacies mais, dans le but d'exercer pleinement et efficacement ce rôle, elles ne devraient pas en supporter seules les coûts d'élimination.

Durant ce travail, nous avons également mis en évidence plusieurs problèmes globaux comme le refus du retour par certaines pharmacies ou le fait qu'il n'y ait pas de points de collecte dans toutes les déchèteries. Les informations sont contradictoires et fluctuantes dans le temps et les lois peu visibles ou peu claires.

Les questions suivantes ont été soulevées et nécessiteraient des recherches plus poussées : le refus du retour, l'absence d'un point de collecte dans certaines déchèteries et l'introduction du sac taxé augmentent-ils le risque que le détenteur élimine ses MNU de manière inadéquate ? Est-ce que les coûts d'élimination à charge des pharmacies constituent un désavantage pour les pharmacies indépendantes ?

Comme perspectives d'avenir, nous proposons de réunir les différents acteurs du système de santé et d'élimination au niveau vaudois afin de discuter de l'uniformisation et de la clarification de l'information ainsi que de sa promotion. Il serait en outre important de déterminer quelles pourraient être les possibilités de répartition des coûts d'élimination et d'éventuellement soutenir la réutilisation locale des MNU non périmés.

Références

1. Buletti M. Elimination des déchets médicaux [Brochure]. Berne: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage; 2004.
2. Office fédéral de l'environnement. Obligations des ménages [En ligne]. [mise à jour le 10.04.2012; consulté le 30.06.2016]. Disponible: <http://www.bafu.admin.ch/veva-inland/10897/10898/index.html?lang=fr>
3. Lehoczki A. Médicaments non utilisés par les patients : évaluation des retours en pharmacie et perspectives [Travail de diplôme non publié]. Genève: Faculté des sciences de l'Université de Genève; 2007.
4. Tong AY, Peake BM, Braund R. Disposal practices for unused medications around the world. Environ Int. 2011;37(1):292-8. doi: 10.1016/j.envint.2010.10.002

Mots clés

médicaments périmés ; récupération médicaments périmés OU non utilisés ; unused medicines OU drugs ; medicines disposal ; unwanted medications.

Le 5 juillet 2016.

Assurer le retour des médicaments non utilisés (MNU) : un rôle communautaire pour les pharmacies?

Anne Beyeler, Gabin Horisberger, Adélaïde Le Bloc'h, Olivier Roessinger, Alban Sadiku

INTRODUCTION

- Médicaments périmés ou non périmés dont le détenteur veut se débarrasser⁽¹⁾ = déchets spéciaux = obligation légale pour le détenteur de les remettre à un centre habilité à les réceptionner⁽²⁾ :
 - Entreprises d'élimination autorisées (ex: déchèterie, CRIDEC)
 - Postes de collecte désignés par les autorités
 - Points de vente (ex: pharmacie).
- Poubelle, évier, toilettes = contraire à la loi.
- Pharmacies : pas d'obligation légale d'accepter le retour des MNU, coûts d'élimination à leur charge⁽³⁾.
- Vaud 2015 : 52 tonnes de médicaments éliminés par CRIDEC, 70% des pharmacies, 30% des postes de collecte publique.
- MNU éliminés de manière inadéquate et accumulés à domicile = risques (impact environnemental, mésusages) et pertes économiques⁽⁴⁾.
- Information précise et correcte de la population nécessaire⁽⁴⁾.

OBJECTIFS

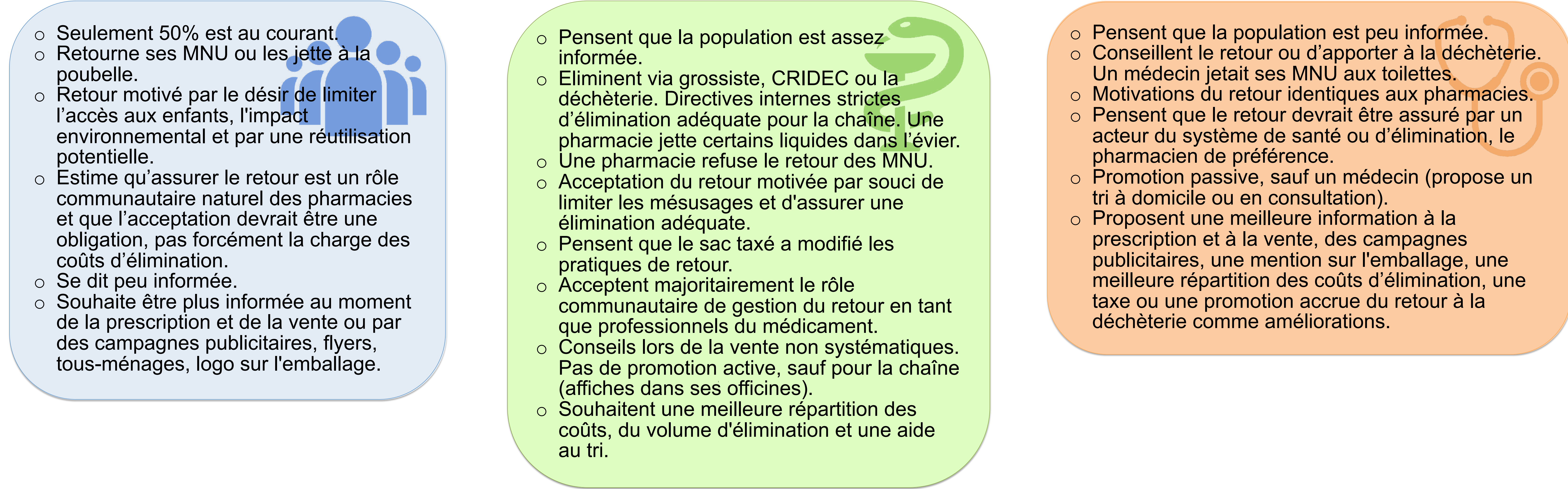
- Evaluer les connaissances et les motivations de la population, des pharmaciens et des médecins du cantons de Vaud concernant le retour des MNU aux pharmacies.
- Déterminer s'il s'agit, à leurs yeux, d'un rôle communautaire devant être assumé par les pharmacies.
- Déterminer les moyens mis en œuvre actuellement ou souhaités afin d'encourager le retour des MNU aux pharmacies.

METHODE

- Entretiens semi-structurés: 7 personnes de la population, 5 pharmacies, 4 médecins.
- Entretiens libres: un représentant du DGE, de COSEDEC, de la Société Vaudoise de Pharmacie, la pharmacienne cantonale, un des fondateurs des Pharmacies du cœur à Genève, une experte en éco-toxicologie, un responsable d'une chaîne de pharmacies et un médecin de premier recours exerçant hors du canton de Vaud.
- Passage dans 5 déchèteries.

RETOUR DES MNU AUX PHARMACIES : RESULTATS

Code couleur : **bleu** pour la population, **vert** pour les pharmacies, **orange** pour les médecins.



DISCUSSION

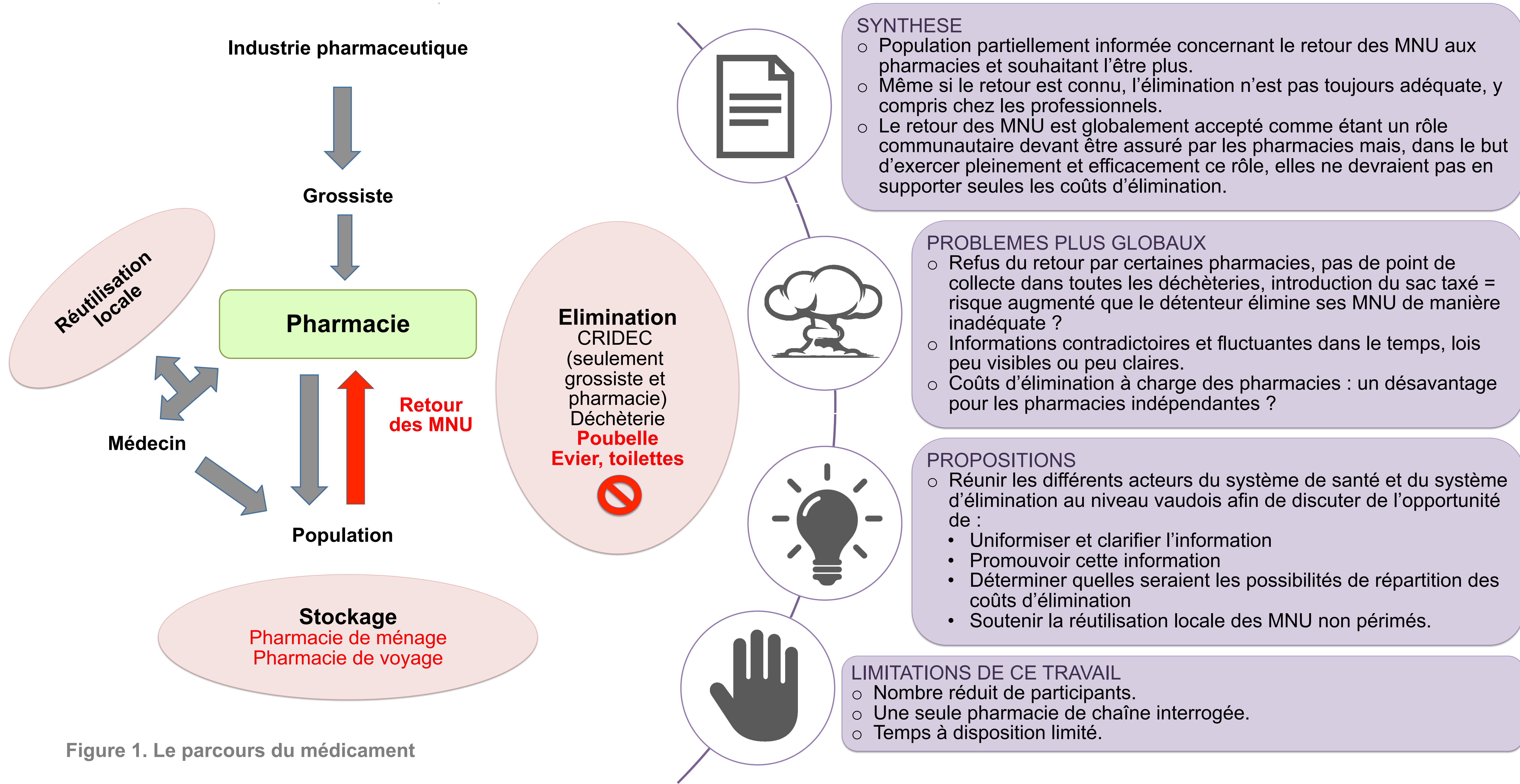


Figure 1. Le parcours du médicament

Références :
1. Buletti M. Elimination des déchets médicaux [Brochure]. Berne: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage; 2004.
2. Office fédéral de l'environnement. Obligations des ménages [En ligne]. [mise à jour le 10.04.2012; consulté le 30.06.2016]. Disponible: <http://www.bafu.admin.ch/veva-inland/10897/10898/index.html?lang=fr>
3. Lehoczk A. Médicaments non utilisés par les patients : évaluation des retours en pharmacie et perspectives [Travail de diplôme]. Genève: Faculté des sciences de l'Université de Genève; 2007.
4. Tong AY, Peake BM, Braund R. Disposal practices for unused medications around the world. Environ Int. 2011;37(1):292-8. doi: 10.1016/j.envint.2010.10.002

Nous remercions chaleureusement tous les participants pour le temps accordé et les informations fournies, ainsi que notre tutrice, la Dresse Bickle-Graz, pour son soutien et sa disponibilité.

Contact : adelaide.lebloch@unil.ch